

« sommes aussi bons que vous, et qui pouvons plus
« que vous, nous vous prenons pour roi, afin qu'il
« y ait toujours entre vous et nous quelqu'un qui
« ait plus de pouvoir que vous n'en avez. » Si nous
ajoutons à ces faits qu'il y avait en Aragon un
Justicia mayor, chargé de veiller à ce que les droits
du peuple ne souffrissent aucune atteinte de la part
du roi, et qui constituait une sorte de tribunal su-
prême pour décider des conflits survenus entre le
roi et le peuple, on comprendra mieux la nature de
cette monarchie héréditaire, mais liée par un pacte,
en Aragon comme en Léon et Castille, où le roi
n'était roi que par la volonté de son peuple et à la
condition expresse de respecter ses droits.

Les Cortès pouvaient être réunies par le roi, ou
par le *Conseil de Castille*, corps consultatif qui prit
naissance sous Ferdinand III, et qui se transforma
plus tard en Conseil d'État. Les élections des pro-
cureurs des villes aux Cortès devaient avoir lieu en
pleine liberté. La loi, votée en 1455 par les Cortès
de Cordoue, formula une *sanction pénale*, aussi
complète que pourrait l'exiger une chambre mo-
derne dans une loi électorale; on retrouve même
une loi d'*incompatibilité* dans les décisions des Cor-
tès de Madrid en 1329.

Les assemblées discutaient avec soin le budget,
car les rois devaient rendre compte des dépenses
faites, et ils ne pouvaient établir aucun impôt, ni

corvée, sans l'autorisation de cette chambre, où depuis le xv^e siècle ne siégea que le tiers-état, il faut s'en souvenir. Les questions de couronnement, d'hérédité, de régence, de tutelle, tout ce qui avait rapport à la souveraineté, lui étaient soumises, et les lois et les codes n'avaient de force que par son approbation. Il n'y eut pas d'exceptions jusqu'aux temps modernes, où l'on voulut faire des constitutions et des codes sans la sanction qu'eurent les *siete partidas* en 1348 et les lois de *Toro* en 1502.

On peut donc affirmer que la monarchie, à cette époque, était un vrai *pacte* entre la couronne et la nation, et que celle-ci changeait le droit pur de l'hérédité lorsque cela convenait aux intérêts publics; on peut affirmer aussi que les Cortès garantissaient le droit du peuple par le serment du roi, et veillaient à ce que ce serment fût respecté. Citons-en quelques exemples remarquables.

En 1275, Alphonse X réunit les Cortès pour décider sur sa succession; il avait deux fils, dont l'aîné, en mourant, avait laissé, lui aussi, deux enfants (les infants de la Cerda, d'où provient la famille des ducs de Medina-Celi), et le second, Sancho, vivait encore. Malgré le principe de l'hérédité, les Cortès déclarèrent que Sancho était le successeur, en dépit des La Cerda, et, en effet, Sancho le Brave monta sur le trône de Castille.

En 1286, les Cortès d'Aragon obligèrent Al-

phonse III à faire amende honorable pour avoir pris le titre de roi au moment où il apprit, à Majorque, la mort de son père, sans attendre le couronnement et le serment. Peu de temps après, les Cortès aragonaises établissaient comme loi, acceptée par la couronne, que les sujets étaient relevés de tout devoir envers le souverain qui n'observait pas les lois du royaume, et qu'ils pouvaient, dans ce cas, se choisir un autre roi.

A la mort de Sancho IV de Castille (1295), les Cortès nommèrent comme régent du royaume et tuteur de Ferdinand IV, son oncle, l'infant Henri, malgré le testament du feu roi qui désignait sa veuve, Marie de Molina, comme l'unique tutrice du mineur.

Henri de Transtamare rompit le droit d'hérédité, en tuant Pierre de Castille et en s'emparant, lui bâtard, de la couronne; mais cet assassinat fut le signal d'une guerre civile implacable entre le parti royal et le parti populaire, défendant la résolution par laquelle les Cortès de Burgos, en 1366, avaient proclamé la déchéance du roi et la transmission de la couronne à Henri. Celui-ci n'était donc pas regardé comme un usurpateur dès qu'il souscrivait au pacte fondamental.

Les Cortès d'Aragon, en 1412, élurent un nouveau roi lors de l'extinction de la ligne dynastique; ce fut le moyen employé de nos jours en Belgique

et en Espagne qui fit choisir Ferdinand de Castille entre tous les candidats.

Les Cortès de Castille, réunies à Avila en 1466, détrônèrent Henri IV et mirent son frère Alphonse à sa place, après avoir en vain essayé de corriger les abus dont la faiblesse d'Henri et ses prodigalités étaient la cause. Alphonse régna en vertu du droit des Cortès de déposer le roi.

Isabelle la Catholique, montant sur le trône au lieu de la fille d'Henri IV, surnommée *Beltrameja*, est un autre exemple frappant du pouvoir des assemblées.

Depuis lors, l'histoire enregistre d'autres exemples du pouvoir des Cortès, mais nous en parlerons en temps et lieu, car nous sommes arrivés au xv^e siècle, où commence la quatrième période.

Monarchie absolue. — XVI^e siècle.

Avec la maison d'Autriche commença la période de la monarchie absolue, qui devait dénaturer tout d'abord l'institution des Cortès, changer leurs prérogatives, s'en emparer, et amortir, sans réussir à l'étouffer, le sentiment libéral du pays. C'est sous le règne de Charles I^{er}, empereur sous le nom de Charles-Quint, qu'eut lieu en Europe la Réforme et en Espagne la grande crise politique.

Charles foula aux pieds les droits du peuple; les

villes de Castille s'insurgèrent pour les défendre. Une lutte sanglante et acharnée éclata, qui finit par la défaite des *Comuneros* à Villalar, par le supplice de Padilla, de Bravo et de Maldonado, chefs de la ligue; enfin par la dissolution des Communes révoltées.

Les libertés d'Aragon reçurent le coup mortel à l'avènement de Philippe II, le type de l'absolutisme. L'atteinte portée aux institutions libérales, si restreintes déjà par son père, fut terrible. Une émeute ayant éclaté à Saragosse au sujet de l'emprisonnement d'Antonio Perez, ancien secrétaire du roi, celui-ci en prit occasion de faire passer en Aragon son armée de Castille. C'était une attaque aux droits du pays que le grand-justicier Lanuza et les amis du peuple repoussèrent par la force. La lutte eut le même résultat que celle des Castellans : Lanuza et plusieurs autres patriotes périrent dans les flammes, en 1594.

Un fait prouvera, du reste, que, même du temps de l'absolutisme, les assemblées conservèrent certaines prérogatives, et que, malgré la vénalité et les abus commis par les procureurs (surtout sous Charles-Quint et ses successeurs), la nation fut en possession de droits qui n'étaient, il est vrai, que l'ombre de son ancienne souveraineté.

Philippe II avait assemblé les Cortès à Monzon. Les *traiteurs du roi* (on nommait ainsi les per-

sonnes chargées par le roi de traiter avec l'assemblée, ou *les traiteurs du bras*), ce que nous appelions aujourd'hui le ministère, refusaient d'accepter une disposition législative. Comme une épidémie régnait alors dans la ville, on avait hâte de finir la session, et les procureurs de Barcelone, par crainte de la contagion ou du roi, s'entendirent avec les traiteurs sur l'objet de leurs réclamations. Mais, à leur retour dans la province, ces agents infidèles furent jugés publiquement, reconnus coupables d'avoir excédé leurs pouvoirs, dégradés et déclarés inhabiles à toute espèce d'emplois.

L'absolutisme amena nécessairement la ruine de l'Espagne. La maison d'Autriche, qui commença à régner dans la période de la plus grande puissance de la nation, la laissa dans l'accablement le plus profond et voisin de la dissolution. La guerre de succession aggrava encore la situation, ce qui ne ne serait pas arrivé si les Cortès avaient conservé toute leur influence passée.

La dynastie des Bourbons monta sur le trône avec Philippe V, et bientôt on put constater que l'Espagne se souvenait de ses Cortès. Lorsque ce monarque abdiqua en faveur de son fils Louis I^{er}, le conseil de Castille, dont nous avons marqué l'origine, lui rappela avec insistance qu'il devait réunir les Cortès pour faire approuver son abdication.

Les Cortès ne furent pas convoquées, non par dé-

fiance du roi, mais de crainte qu'elles n'approuvas-
sent pas l'abdication. A la mort de Louis, le con-
seil proposa à Philippe de reprendre la couronne et
de ne pas la donner à son autre fils, qui ne pouvait
en acquérir le droit que par la transmission du père
vivant, à qui elle appartenait d'après la décision
des Cortès. Quoique la consultation demandée aux
théologiens, selon les mœurs du temps, aboutît à
un résultat différent (car les théologiens étaient d'a-
vis que le droit avait été transmis par la simple ab-
dication), le conseil n'en persista pas moins dans
l'opinion que Philippe V devait reprendre la cou-
ronne, et il la reprit. Immédiatement, il convoqua
les Cortès, qui devaient prêter le serment à celui
qu'elles déclaraient prince des Asturies. A cette
époque, les Cortès intervenaient dans l'abdication
comme dans la succession, et leur donnaient la
force du droit, en les revêtant des seules formes lé-
gales acceptées. Ce fut cette assemblée qui couronna
Ferdinand VI et Charles III comme souverains,
et qui accepta Charles IV et Ferdinand VII comme
princes des Asturies. Même pour des actes attenta-
toires aux anciennes lois, les monarques furent
obligés de faire une parodie de cette institution dé-
générée, dénaturée, presque anéantie, mais palpi-
tante toujours dans l'existence de l'État.

Bientôt la transformation en germe du droit po-
litique européen en 1789 allait raviver et fortifier

les libertés traditionnelles de l'Espagne; l'engrenage de la politique de cette nation avec la politique générale de l'Europe amena la tragédie de l'empire, qui changea l'organisation de tous les États, et l'Espagne montra, dans les mémorables Cortès de Cadix, que ses institutions historiques avaient trempé le caractère du peuple pour les mœurs de la liberté.

Monarchie représentative.

La substitution de la dynastie des Bonaparte à celle des Bourbons n'avait pas été acceptée par le peuple; ce fut un simple *fait* historique isolé dans l'histoire de la monarchie espagnole. Faute de roi, par suite du confinement de Ferdinand VII à Valençay, le peuple put se gouverner lui-même, grâce à ses traditions, et dans chaque coin de l'Espagne surgit une *junte* de défense, qui fut en même temps un centre de fédération municipale. Ces junte nommèrent leurs délégués qui constituèrent, à leur tour, le noyau du gouvernement national par la nomination d'une régence; mais cette régence fut obligée de se dissoudre, à cause des persécutions incessantes dans un pays occupé par l'étranger, et elle *remit ses pouvoirs à la nation*, en décrétant la réunion des Cortès constituantes.

Grâce encore à ses institutions traditionnelles, un

pays dominé par une armée victorieuse, au point de ne pouvoir compter pour capitale que Cadix, put procéder à l'élection des procureurs au milieu du danger dont tous les citoyens étaient menacés pendant l'exercice de leurs droits. Les *Cortès souveraines* se réunirent à Cadix, choisirent une régence chargée du pouvoir exécutif, se réservèrent tout le pouvoir législatif, et rédigèrent le code fondamental de 1812, qui devait être dorénavant la base du libéralisme en Espagne. Ce n'était pas assurément une œuvre parfaite, elle ne répondait pas à toutes les nécessités du temps; mais il y avait un souffle d'indépendance, un cachet d'originalité, un sentiment national surtout, qui fit de cette constitution une sorte de *palladium* des amis du progrès. Tout y est emprunté aux *anciennes lois fondamentales*, tout y est puisé dans les institutions ou les codes traditionnels du pays; voilà ce qui fit sa force. Certes, il eût fallu corriger certaines erreurs; mais on est tombé dans de bien plus graves lorsqu'on a voulu copier les chartes étrangères et qu'on a perdu le fil, la génération, pour ainsi dire, de la vraie politique espagnole.

Les élections qui eurent lieu à la fin de 1813 furent régulières, et la monarchie constitutionnelle aurait été à jamais établie, sans l'ingratitude du roi, despote et tyran par nature, qui paya de l'exil, de la proscription, de persécutions acharnées, les

hommes qui venaient de rendre les plus grands services au pays.

La prétendue légalité ne facilitait point la pratique du système constitutionnel, et le parti libéral dut chercher par des voies détournées le triomphe des idées nationales. De là une série de révoltes, de *pronunciamentos*, à la suite desquels périrent ou furent bannis les chefs que nous avons ailleurs nommés; mouvements inutiles pour la plupart, mais qui étaient autant de protestations patriotiques contre la tyrannie d'un prince dont la résistance à toute pensée libérale fut la cause de la *naturalisation* des coups de force dans l'Espagne moderne.

Le système constitutionnel eut enfin son heure, de 1820 à 1823, mais il dut toujours fonctionner malgré le roi, disposé à trahir à tout instant des institutions acceptées à contre-cœur et auxquelles il ne put jamais prêter serment.

En 1823, n'étant pas assez fort pour supprimer un régime qu'il abhorrait, Ferdinand VII fit appel à la *sainte-alliance*, et une armée française de cent mille hommes fut chargée d'étouffer la liberté en Espagne.

La mort du roi (29 septembre 1833) délivra le pays. Le système libéral eut alors un appui dans la reine-mère Christine, et un drapeau, celui de la monarchie constitutionnelle, pour défendre le ber-

ceau d'Isabelle II contre les prétentions de don Carlos, qui n'aspirait à rien autre chose qu'à continuer la politique de son frère, le *rey neto*. La victoire affermit le trône de la jeune reine sur des bases constitutionnelles dont elle était la représentation.

En 1837, on promulgua une nouvelle charte à la suite du statut royal de 1834, plagiat des institutions étrangères, mais qui accordait enfin une ombre de parlementarisme après la réaction épouventable de 1823. La charte de 1837, œuvre très-remarquable au fond, offrait un terrain neutre aux deux partis prépondérants, modéré et progressiste; c'était une véritable transaction, à tel point qu'ayant été rédigée surtout par Olozaga, discutée et approuvée dans les Cortès en grande majorité progressistes, Martinez de la Rosa, chef des modérés, put dire qu'elle contenait tous les principes que défendait son parti. C'était une constitution faite avec toutes les formalités légales; on voulut cependant la réformer par des Cortès qui n'avaient pas de mandat constitutionnel, et l'on en vint à formuler le code le moins espagnol qu'ait jamais eu l'Espagne. La constitution de 1837 devint dès lors un drapeau d'opposition et, plus tard, un drapeau révolutionnaire.

Un homme éminent des partis modérés, Pastor Diaz, enlevé trop tôt à la politique et à la littérature, protesta contre l'œuvre de ses coreligionnaires.

es politiques. On resta sourd à ses avertissements, et l'insurrection de 1854 éclata.

Le trône, sauvé de cette crise par le parti libéral, témoigna sa reconnaissance par le coup d'État de 1856, qui opéra la dissolution de la constituante et le désarmement des milices. C'est alors qu'intervint un nouveau parti, l'*union libérale*, qui rendit de grands services au pays et dont il a été déjà parlé ailleurs.

Ici doit s'arrêter cette esquisse historique. Nous ajouterons seulement quelques mots sur la Chambre des députés telle qu'elle est aujourd'hui constituée.

Le régime électoral, depuis 1869, est fondé sur le suffrage universel. Tout citoyen âgé de vingt-cinq ans est à la fois électeur et éligible. Chaque circonscription de 50,000 âmes choisit son député, soit dans la Péninsule, les Baléares, les Canaries, soit à Porto-Rico. Les colonies de Cuba et les îles Philippines n'ont point de représentation. La liberté du suffrage est à peu près entourée des mêmes garanties qu'en France. Toutefois, les abus ont été si grands, que tout gouvernement a obtenu, on peut le dire, une majorité conforme à ses désirs. Ces abus sont inhérents à l'état d'ignorance des populations. On y remédiera par l'instruction largement répandue, par l'indépendance du pouvoir judiciaire, par la répression des excès d'autorité, par l'impartialité des commissions d'enquête.

La Chambre actuelle se compose des éléments politiques dont nous avons parlé : une énorme majorité, un peu bigarrée, n'ayant d'autre programme que celui d'appuyer le ministère Canovas, et une minorité de trois républicains, deux anciens monarchistes radicaux, huit modérés intransigeants et une trentaine de constitutionnels, nuance Sagasta.

Le palais de la Chambre des députés (*palacio del Congreso*), inauguré en 1850, est un édifice remarquable. Sa façade rappelle celle du Corps législatif de Paris; elle est en pierres de taille, mais le reste du bâtiment est en briques, hors les lignes principales et le rez-de-chaussée. L'intérieur de l'édifice est très-riche et orné de belles peintures. C'est à M. de Castro, le questeur de la Chambre, dont le mérite égale l'obligeance, que je dois la description complète et le plan des bâtiments. Ce plan n'est pas grand, mais la description en est bien faite et les diverses parties bien ordonnées:

La salle des séances forme un hémicycle; mais l'habitude qu'ont prise les députés de parler de leurs sièges a renversé les conditions d'acoustique, de sorte qu'on n'entend que très-imparfaitement les orateurs. Cette salle est beaucoup plus petite que celle du palais Monte-Citorio, à Rome, double avantage pour l'orateur et pour le public, car elle est plus remplie et plus animée avec moins de monde. Le mur principal, devant lequel est placé

le fauteuil du président, n'a que deux entrées latérales; il est orné de deux beaux tableaux historiques : la *Présentation du jeune Ferdinand I aux Cortès*, et un autre sujet que je ne puis me rappeler. Sur les deux portes sont inscrits en lettres d'or les noms des citoyens qui se sont dévoués pour la patrie et la liberté; les derniers sont ceux de Prim et de Concha. L'entrée principale est réservée, pour les jours de l'ouverture des sessions, au roi et à la cour. Entre cette porte et la salle des séances se trouvent deux beaux salons : l'un qui sert de vestibule, orné d'une vaste toile de Guibert, *la Mort des Comuneros*, et le salon des conférences pour les députés, où l'on voit les bustes en marbre d'Arguelles, le tuteur de la reine Isabelle, de Toreno, de Martinez de la Rosa et de Mendizabal, et les portraits en médaillons de plusieurs autres personnages. Les salons de la présidence, tendus en soie des manufactures nationales, sont dignes d'être visités. On y a réuni les portraits de tous les anciens présidents de la Chambre : ouvrages d'un mérite inégal; si, en effet, ceux d'Espartero, de Rivero et de Rios-Rosas sont réussis, en revanche, ceux d'Olozaga et de l'Infante le sont assez mal.

S'il y a des édifices plus remarquables que le *Congreso*, je ne connais pas de parlement dont les discussions offrent plus d'attraits pour le public. L'art oratoire espagnol peut en être fier. La facilité

de parole, l'éloquence, la fougue et la passion qu'on met dans le débat, font de cette Chambre un spectacle unique en Europe. On se plaint de ces flot d'éloquence qui transforment toute la politique en vaines *palabres*. Ce n'est pas mon avis. J'ai entendu partout répéter les mêmes plaintes, et dans chaque pays on reproche aux députés de trop parler. En tout cas, l'art et la science n'ont qu'à y gagner : ces discours, grâce à la sténographie, parcourent le monde; ils éveillent les idées et excitent l'intérêt. Hors la Constituante française, qui produisit Mirabeau, je ne connais aucune assemblée moderne où les voix de tant d'orateurs remarquables se soient fait entendre comme à la Constituante espagnole en 1869. On put écouter Castelar, Salmeron, Pi y Margall, Figueras et Sanchez Ruano parmi les républicains; Martos, Rivero, Moret, Montero Rios et Echegaray parmi les démocrates monarchistes; Olozaga, Sagasta, Prim, Madoz entre les progressistes; Rios-Rosas, Romero Ortiz, Ulloa, Navarro Rodrigo entre les unionistes; Canovas, Elduayen et Silvela entre les conservateurs de l'école doctrinaire; l'évêque de Jaën et l'archevêque de Santiago entre les défenseurs de la religion; et même, au nom des carlistes, Vinader et Manterola.

Jamais la voix humaine n'a eu des accents plus émouvants ou plus énergiques que celle de Sagasta; la dialectique, des arguments plus serrés que ceux

d'Ulloa; le doctrinarisme, un terrain plus habilement choisi que celui de Canovas; jamais l'esprit andalous n'a fait ressortir le point faible d'une question avec plus de verve que ne le fait Albareda; la conviction, trouver des phrases plus écrasantes que celles de Navarro, Rodrigo et Nuñez de Arce; les grandes passions de la politique éclater dans des expressions plus fougueuses que celles de Léon y Castillo; l'art oratoire dans tous ses détails n'a jamais été plus riche, plus saisissant, plus dramatique que celui de Caslar, qu'on peut appeler le génie de l'éloquence, imposant le respect de ses opinions à une Chambre hostile et soulevée contre lui.

Si, dans les arts, l'Espagne possède des chefs-d'œuvre, dans l'éloquence elle est aujourd'hui au faite de la supériorité et sans contredit la première nation de l'Europe.

VI

LES PARTIS POLITIQUES, LEUR CLASSIFICATION

Pour juger les hommes politiques des différents partis de l'Espagne, il faut préalablement dire quelque chose des différentes coutumes politiques, les classer et les définir.

On a supposé à tort que le nombre des partis était presque impossible à connaître, qu'il était absolument inutile de chercher à pénétrer dans le dédale inextricable de leur composition et de leurs diverses nuances, et que, pour les écrivains étrangers, il n'y avait même pas la possibilité de l'essayer. Sans doute, en Espagne comme partout ailleurs, la politique est faite de mouvements d'opposition, de contradiction et de lutte. En Espagne, par suite des crises multipliées qui ont bouleversé depuis un demi-siècle la vie publique, les partis ont éprouvé de brusques et graves modifications, et une nouvelle genèse plus féconde se prépare en ce moment; mais, en dépit des difficultés, il suffit d'un peu de bonne vo-

lonté et de réflexion, lorsqu'on a entendu les diverses opinions se produire, pour se former une idée claire et précise de tous les groupes; ce qui est plus difficile, peut-être impossible, c'est de classer chaque individualité marquante dans sa famille, son genre et son espèce. Toutefois, je ne vois pas d'obstacle à définir les différences, à dresser, pour ainsi dire, le tableau synoptique des partis, sauf à abandonner à des esprits plus perspicaces la tâche d'indiquer dans quelle case du tableau il faut ranger chaque individualité.

L'origine des partis actuels se trouve assurément dans le régime qui précéda la guerre civile de 1833-1840; car quoique en tout temps il y ait eu des libéraux et des royalistes (absolutistes), la division entre les deux partis avait déjà produit des effets désastreux pendant le règne de Ferdinand VII, surtout lors des Cortès de Cadix (1817). On ne peut appeler du nom de partis politiques des agglomérations d'hommes qui ne prenaient aucune part à la vie publique, qui discutaient à peine leurs principes, et dont toute l'activité se déployait dans une lutte acharnée et une persécution réciproque.

La mort de Ferdinand VII, en mettant en question le problème de la légitimité des deux branches royales, posa brutalement, par ce fait, la discussion entre la théorie du droit divin et le principe de la souveraineté nationale. Les partisans de l'absolu-

tisme se rangèrent tous sous le drapeau de don Carlos, frère de Ferdinand, et les libéraux de toutes les nuances se rallièrent autour d'Isabelle II, sa fille. C'était une division bien tranchée.

Le parti carliste, le plus rétrograde, offre deux variétés dans sa période la plus récente (1861-1876). Sans cesser de représenter les anciennes tendances à un régime despotique, à une Église intolérante et inquisitoriale, à une réaction économique et sociale poussée à ses conséquences les plus extrêmes, le carlisme comptait, en ces derniers temps, des partisans de la royauté pure cherchant à s'imposer par la force des armes à toutes les volontés, et des partisans moins absolutistes qui voulaient la paix avec une ombre de parlement. Parmi les premiers, on peut ranger Villosaada et Manterola ; parmi les seconds, Nocedal, qui se rapprochait des Isabel-listes, et Calcera. Ce changement fut sans doute dû au levain légèrement libéral introduit dans ce parti par l'extrême droite isabelliste, qui ne se prononça pour don Carlos qu'après la déchéance d'Isabelle, c'est-à-dire la fraction néo-catholique.

Le parti libéral de 1833, celui qu'on peut qualifier d'isabelliste, revêtant seuls les formes gouvernementales et légales, devait être naturellement la souche des autres partis. C'était dans le principe une vaste agglomération mieux préparée à combattre qu'à édifier, qui avait un but commun, mais un

but stérile, la négation de l'absolutisme, sans aucun programme bien défini. Le jeu naturel des institutions constitutionnelles devait nécessairement amener le morcellement de cette représentation légale du pays, car puisqu'il y avait un parlement il fallait qu'il eût une vie politique ; une opposition et des luttes d'idées devaient s'ensuivre. D'abord s'établit une sorte de dualisme. Les forces politiques et parlementaires se rangèrent en deux camps qui rappelaient, par leur but et leurs tendances, les tories et les whigs de l'Angleterre ; c'étaient les modérés et les progressistes. Des uns et des autres sont sorties toutes les factions actuelles. Le parti modéré se divisa plus tôt, parce qu'ayant occupé plus souvent le pouvoir, il perdit de vue l'idéal de gouvernement alors clairement représenté par les aspirations des progressistes.

Après la révolution de février 1848, beaucoup d'esprits vacillants et timorés désertèrent les rangs des constitutionnels et s'efforcèrent de fonder une politique de répression sur les idées religieuses ; ils avaient pour chefs Donoso Cortès, un des plus grands orateurs de l'Espagne ; le philosophe Balmès ; Nocedal, éminent dialecticien, et Aparici y Guijarro, orateur et poète. Ce groupe, presque disparu aujourd'hui, mais qui joua un rôle important, se convertit au carlisme, comme nous l'avons dit, et passa, après la défaite de don Car-

los, sous les drapeaux du nouveau parti conservateur.

Quant au noyau central du parti modéré, il garde sa dénomination primitive; ses idées sur le principe d'autorité se rapprochent, sur beaucoup de points, de celles du carlisme; il veut la prédominance du trône sur toutes les autres institutions, l'unité catholique, une chambre haute d'élection royale et inamovible, l'effacement presque complet de la chambre élective, et la centralisation administrative absolue. Le membre le plus illustre de ce parti a été Pavia; il est aujourd'hui représenté par le maréchal de Cheste, Mayans, Benavidès, Pidal et plusieurs autres qui auraient désiré la restauration de la reine Isabelle II, mais qui ont transigé sur ce point et ont contribué à l'avènement d'Alphonse XII.

Le parti modéré compte enfin une dernière fraction, la plus libérale, qui en 1856 se rallia à un groupe qui n'existe plus, et dont l'influence fut des plus actives jusqu'en 1867; nous voulons parler de l'Union libérale, parti de transaction entre les modérés et les progressistes, où se rencontrèrent les plus conservateurs d'entre eux.

Revenons aux modérés. La nuance libérale de ce parti est représentée par tous ceux qui, après la restauration, ont accepté le programme Cánovas, dont nous nous occuperons plus tard; citons parmi eux

MM. Castro (Alexandre), marquis de Barzanallana, comte de Toreño, etc. C'est la base du ministère actuel. Le parti progressiste présente aussi plusieurs nuances, mais toutes faciles à saisir. D'abord la fraction la plus conservatrice se rallia, en 1856, à l'Union libérale qui venait de naître. Quelques mots à ce sujet ne seront pas hors de propos.

Un des hommes les plus remarquables de l'Espagne, mort le 3 novembre 1873, aussi grand par son caractère que par son énergie, respecté pour sa conduite droite et sévère, conservateur éclairé ayant su se plier aux exigences de son temps, Rios Rosas, fonda l'Union libérale, dont le principe était la transaction entre les deux anciens partis progressiste et modéré, qui avaient fini par pousser l'hostilité jusqu'à l'intolérance la plus absolue. Le général O'Donnell en fut le chef reconnu. Le nouveau parti, gouvernemental par excellence, allia les aspirations progressives des libéraux aux principes d'ordre des modérés. Sans doute, comme parti de conciliation et de juste-milieu, il manquait de principes bien arrêtés, pendant que son doctrinarisme donnait prise aux attaques de la presse et des orateurs par l'instabilité des conclusions et des mesures qu'il apportait à la Chambre. Ce fut pourtant ce doctrinarisme qui rallia tous les personnages les plus considérables et qui maintint au pouvoir, pendant cinq ans, un ministère sorti de ses rangs.

L'Espagne parvint alors au plus haut degré de splendeur qu'elle ait jamais eu dans ce siècle. L'état des finances s'améliora; la guerre d'Afrique dévoila à l'Europe les ressources dont l'Espagne disposait, ainsi que l'importance de son armée, peu nombreuse, mais très-disciplinée; la reconnaissance du royaume d'Italie donna au gouvernement une nuance bien tranchée de libéralisme; les travaux publics prirent un grand essor, entre autres la construction d'un grand nombre de phares et de fanaux, le développement des chemins de fer, etc.

La majorité de l'Union libérale accepta la révolution de 1868; ceux de ses membres, en petit nombre du reste, qui n'y adhèrent point ou refusèrent de la servir, durent s'en séparer, et se rallièrent aux plus libéraux des anciens modérés pour constituer avec eux, non un véritable parti, mais un assemblage incohérent de politiques qui se couvrirent du nom d'alphonsistes. Durant cette période révolutionnaire, cette coterie travailla à la restauration, plus ou moins ouvertement, avec la personne d'Alphonse XII. Quant à la gauche des unionistes, elle vint rejoindre à cette époque les anciens progressistes, et de cet accord résulta le triomphe des idées libérales. Nous signalerons dans ce groupe MM. Romero Ortiz, Camacho, Ulloa, Navarro Rodrigo, Nuñez de Prado et le maréchal Serrano, chef du parti après la mort d'O'Donnell.

Le noyau de l'ancien parti progressiste, peut-être le plus illustre par ses victoires et par les éminents services qu'il a rendus à la liberté, conserva ses doctrines jusqu'en 1868; il eut toujours pour but la soumission de la royauté au principe de la souveraineté du peuple. Il eut longtemps pour chef le général Espartero, le pacificateur du pays en 1839. Ses personnalités les plus marquantes dans ces derniers temps furent Olozaga, Madoz, Aguirre, Cattissa, le général Prim, l'auteur de la révolution de 1869, Sagasta et Zorrilla. C'est à l'ancien parti progressiste qu'on dut la terminaison de la première guerre civile; c'est à lui qu'on doit le désamortissement des biens ecclésiastiques et la plupart des réformes libérales. Au parti progressiste se rattachent les démocrates proprement dits, qui formèrent plus tard le parti républicain.

Telles étaient les diverses nuances de l'échiquier politique lorsque la révolution de septembre 1868 éclata, et que la reine Isabelle fût forcée de quitter le trône et l'Espagne par la faute de ses ministres, seuls responsables d'après la loi. Un événement de cette importance devait nécessairement bouleverser l'organisation des partis. La fraction républicaine se montra d'abord plus enthousiaste, mais il n'y avait que peu d'individualités notables. Les partis se recomposèrent donc suivant les éléments que leur fournirent les Cortès constituantes de 1869.

1° Les carlistes, hostiles aux mesures révolutionnaires et revendiquant les droits du prétendant qu'ils appelaient le roi légitime Charles VII; ils se jetèrent les premiers dans la lutte armée que Prim comprima, mais qui se reproduisit plus tard et dura jusqu'au mois de mars 1876;

2° Les modérés, qui souhaitaient l'avènement d'Alphonse XII, à l'exception de Canovas et de sept ou huit députés qui ne se prononcèrent pour le roi qu'en 1872; ils étaient tous opposés à la révolution;

3° Les unionistes; la grande majorité de ce parti accepta la révolution et continua même à la soutenir afin d'obtenir certaines concessions favorables au retour de la royauté; ils souscrivirent aux manifestations les plus libérales des partisans de la monarchie quels qu'ils fussent, et transigèrent avec le suffrage universel et les droits des citoyens, suivant le programme de l'école démocratique;

4° Les progressistes, autour desquels se rangea la majorité des constitutionnels; ils contribuèrent à l'organisation de l'État en faisant des concessions aux démocrates;

5° Les démocrates monarchistes ou les monarchistes radicaux, groupe peu nombreux, mais très-influent par le grand talent de ses représentants, appelés aussi cimbres; ils jouèrent un grand rôle

lors de l'organisation du pouvoir et ensuite dans les destinées du pays. Quelles qu'aient été leurs erreurs, on s'accordait à leur reconnaître une valeur incontestable et des principes définis;

6° Les républicains, qui défendirent, jusqu'à la fin de 1875, la forme fédérale, à l'exception de Garcia Ruiz et de Sanchez Ruano, qui avaient pour drapeau la forme unitaire.

La succession rapide des événements, depuis la révolution de 1868, changea la constitution et le nombre de partis; l'union libérale et les progressistes, les plus fidèles à leur programme primitif, se fondirent en un grand parti qui posséda une influence notoire et une organisation systématique: le parti constitutionnel, dont les chefs sont à présent le maréchal Serrano et Sagasta; il compte dans ses rangs les hommes les plus importants de l'ancienne union libérale, ainsi que des progressistes comme Romero Ortiz, Camacho, Balaguer, Alonso Colmenarès, Castel de Blas, Albareda, Valeta, Navarro Rodrigo, Moreno Benitez, Nuñez de Prado et plusieurs autres. La fraction extrême des progressistes, ayant à sa tête M. Zorrilla, se rallia aux démocrates et devint le parti radical, où l'on rencontre MM. Rivero, Martos, Figuerola, Montero Rios, Echegaray, marquis de Sardeal et d'autres, qui jouèrent des rôles importants sous le règne d'Amédée de Savoie. Convertis en masse à la Répu-

blique en 1873, leurs principes démocratiques étaient trop avancés pour la monarchie espagnole en 1869.

Le parti républicain s'est aussi profondément divisé à la fin de 1876, et présente en ce moment les différentes nuances que voici : 1^o ceux qui désirent une république nationale, la liberté scientifique absolue ainsi que le suffrage universel. Ils appartenaient auparavant au parti fédéral; mais, désillusionnés de ce régime par la pratique, ils rêvent une république gouvernementale ayant à la fois l'initiative et l'énergie. On les désigne sous le nom de possibilistes, et leur chef est Castelar, le premier orateur non-seulement de l'Espagne, mais du monde; 2^o ceux qui poursuivent encore la chimère d'une fédération, comme MM. Salmeron, Figueras, Pi y Margall, dont chacun exprime une nuance de moins en moins conservatrice. Ils peuvent être considérés comme socialistes, quoique M. Salmeron représente un socialisme plus pratique ou moins utopique, par exemple, que celui de M. Margall. Ces deux derniers sont des hommes d'une haute valeur scientifique, mais on s'accorde à penser que leurs idées sur le gouvernement et la constitution de l'État ne sont pas réalisables. M. Salmeron passe pour un penseur des plus originaux; M. Pi y Margall est un véritable amateur des beaux-arts, un écrivain remarquable digne de figurer au premier

rang, malgré une modestie excessive qui le porte toujours à s'éclipser.

Enfin, sans représentants ni chefs connus, se tiennent à l'arrière-garde du parti républicain les internationalistes.

Il nous reste à examiner les éléments parlementaires qui ont composé les premières Cortès du roi Alphonse XII, et à signaler l'attitude prise par chacun des partis, ainsi que leur influence respective dans le pays.



P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

VII

CANOVAS ET LES HOMMES DE LA RESTAURATION

Tout le monde, en Europe, connaît aujourd'hui M. Cánovas, comme on connaissait naguère Castelar et Sagasta; mais beaucoup de personnes ignorent quels ont été ses commencements et ne peuvent, par conséquent, se rendre compte de tout son mérite. Pour bien comprendre la politique du premier ministre d'Alphonse XII, il faut non-seulement connaître le chef de ce ministère, mais faire voir ensuite quels éléments politiques se sont groupés à ses côtés pour constituer la majorité parlementaire des Cortès qui se sont réunies le 15 février 1877.

Cánovas, comme presque tous les personnages marquants de l'Espagne moderne, est d'une origine modeste. Sans doute, trois siècles d'absolutisme ont maintenu bien des préjugés parmi l'aristocratie espagnole et ont empêché qu'elle soit ce que l'aristocratie est en Angleterre : une force sociale impor-

tante et une pépinière d'hommes d'État. Je ne me souviens en ce moment que du marquis de Miraflores, du comte de Toreno et du duc de Rivas, dont on puisse dire qu'étant des aristocrates de vieille souche, ils ont tenu en même temps un rang considérable dans la politique et la littérature contemporaines. A ces exceptions près, tous ceux qui ont joué un rôle politique sont issus de la bourgeoisie ou du peuple; et ceux d'entre eux qui ont eu des titres nobiliaires, comme Espartero, O'Donnell, Serrano, Concha, Prim, etc., les ont dignement gagnés sur les champs de bataille. Cette prépondérance des autres classes sur l'ancienne noblesse explique plusieurs autres faits, par exemple, les difficultés à constituer une *chambre haute*, lorsqu'il s'agit de faire ou de réformer une constitution, les tendances égalitaires et démocratiques d'une société si longtemps opprimée par le despotisme.

Antonio Cánovas del Castillo est né à Malaga, d'où sont sortis plusieurs hommes importants dans la politique et les finances : Rios Rosas, Vahey, Salamanca, Larios, Romero Robledo, Carvajal et d'autres. Avantageusement connu parmi ses condisciples d'université, il se fit bientôt une réputation d'homme d'esprit et de talent. Il débuta dans les lettres et écrivit quelques romans historiques qui attirèrent sur lui l'attention des gens de goût. Dans

les discussions de l'Académie de droit, il fit preuve d'une grande facilité d'élocution ; mais, ce ne fut qu'en 1854 qu'il se révéla comme homme politique par la rédaction du manifeste de Manzanarès, document où les libéraux, qui avaient préparé le mouvement révolutionnaire dont O'Donnell prit la direction, présentaient leurs griefs au trône et en demandaient la réparation. C'est un plaidoyer fort bien écrit, avec une tendance très-libérale. Peut-être Cánovas se sera-t-il reproché plus tard de l'avoir rédigé, ainsi que le fameux *memorandum* de 1855, où certaines idées sur la milice nationale, la liberté de la presse, les relations du gouvernement avec le saint-siège, ne lui ont plus paru aussi bonnes dans la pratique qu'en théorie. Lié dès 1854 avec les chefs de l'Union libérale, il joua un rôle important dans le parlement, où il déploya une éloquence pleine de spontanéité. Jeune encore, il fut nommé, en 1854, secrétaire général du ministère de l'intérieur ; en 1863, il accepta le portefeuille du même département et fit encore partie du cabinet de 1866, en qualité de ministre des colonies.

Lors de la révolution de 1868, il vivait à l'écart, mais il avait déjà la réputation d'un orateur de premier ordre. Son esprit avait mûri et l'on pouvait juger des idées de son caractère. Cánovas appartient à l'école doctrinaire ; l'éclectisme perce à tout ins-

tant dans ses discours, dans ses actes, dans ses écrits. Passionné et ayant conscience de son mérite et de sa valeur, il se laisse entraîner un peu par ses impressions du moment, et il y a peut-être de la confusion dans son jugement immédiat; c'est au moins mon avis impartial, jugeant, comme je puis le faire, trop légèrement sans doute, les faits et les actes du premier ministre. Brillant, spirituel, caustique même, il réunit dans sa parole libre et dégagée des traits fins qui ne manquent jamais leur but; dialecticien émérite, il discute à tout propos, sans éprouver le moindre besoin de relâche. On critique son style un peu suranné, mais je ne puis en parler en pleine connaissance de cause; il m'a semblé toujours que sa phrase était nette, précise, élégante, incisive et colorée.

Ce n'est pas seulement à titre d'homme politique que Cánovas peut revendiquer sa plus grande part de gloire, c'est aussi comme littérateur et surtout comme historien. Infatigable au travail, il ne cesse de produire des livres, des brochures ou des articles de tous genres. Il a donné une introduction remarquable, purement littéraire, au célèbre Recueil sur les femmes espagnoles, où les écrivains les plus illustres ont collaboré. Il a prononcé à l'Académie scientifique de Madrid, dont il a été président, un discours sur le matérialisme moderne, plein d'érudition, surtout au point de vue de la philosophie,

quoiqu'un peu vide de convictions arrêtées et définies dans les idées qu'il prône. Il a écrit des préfaces pour un grand nombre d'ouvrages, avec une grande complaisance, pour présenter au public des noms encore peu connus. Partout, il a fait montre d'un mérite incontestable et incontesté, d'une instruction variée, d'une mémoire prodigieuse et d'un jugement droit et sûr. Membre des deux académies espagnoles de littérature et d'histoire, il jouit dans ces doctes assemblées d'une autorité considérable. Comme historien, il passera à la postérité. C'est, ainsi que je l'ai dit, un infatigable travailleur, et sa mémoire, toujours en mouvement, case à leur place les moindres détails de tous les événements remarquables de l'histoire de son pays. Il a publié, à diverses reprises, sur des points obscurs ou peu connus de l'histoire, des articles appréciés à leur juste valeur d'érudition, dès leur apparition. Comme modèles d'études, nous citerons une esquisse hors ligne : la Bataille de Rocroy; parmi ses livres : son *Histoire de la maison d'Autriche en Espagne*. Ses connaissances prodigieuses lui permettent de discuter à l'improviste, à la chambre, toutes sortes de sujets historiques, et j'ai été étonnée de la multiplicité des renseignements qu'il fournit à propos d'un incident parfois sans importance qui se présente au cours des débats parlementaires.

Après la révolution de 1868, Canovas se tint éloi-

gné des affaires, mais non de la chambre où, à la tête d'un petit groupe remarquable par la haute valeur de presque tous ses membres, il défendit constamment les principes doctrinaires, appuyant les mesures d'ordre, assistant avec indifférence à l'élection d'Amédée, se décidant presque à l'accepter lorsqu'il la crut viable, restant en dehors de la coalition électorale des oppositions en 1872, se déclarant enfin hautement alphonsiste lorsque Amédée choisit son dernier ministère, et exerçant dès lors une influence prépondérante sur toutes les fractions politiques qui se rattachèrent à la dynastie déchue de 1868.

Pendant la période d'incubation de la restauration, il refusa d'entrer dans aucune des combinaisons ministérielles qui se succédèrent sous la forme républicaine. Après le 3 janvier, on le vit constamment agir au nom du parti alphonsiste; et, au moment de la restauration, il se trouva naturellement le chef désigné d'avance du cabinet qui inaugura la nouvelle royauté (3 décembre 1875). Ministre président du conseil, il a sans doute commis de grandes erreurs, que je ne puis ni ne dois juger, mais dont la principale me semble être de ne pas avoir accepté, sauf modification partielle, la constitution alors en vigueur, car, en remettant en discussion le pacte constitutionnel tout entier, il s'est trouvé en face d'une grande effervescence nationale à propos

de la question religieuse qui avait été prudemment résolue; et en face de forces politiques considérables qui, dans l'impossibilité de renier leurs principes passés, ont dû se cantonner plus fortement dans l'opposition. Ces erreurs cependant, et d'autres qui tiennent à une cause originaire des tendances par trop conservatrices de Canovas, sont rachetées par des mesures et par des actes qui démontrent autant de prévoyance que de sens politique. Parmi ces mesures, il faut rappeler celles au moyen desquelles il a réussi à terminer la guerre civile, sans qu'aucun général puisse se vanter personnellement d'avoir conclu la paix et puisse ainsi s'imposer au gouvernement. Son principal mérite consiste à avoir su éviter que la restauration tombât dans la réaction, celle-là surtout qui se traduit par des exils, des persécutions et des actes de rigueur contre les vaincus. Il a adopté tout de suite une politique de conciliation, qui ne pourra réussir assurément à lui créer un parti, mais qui a donné à la restauration une couleur sympathique, non-seulement auprès de ses anciens amis, mais encore auprès des quelques monarchistes qui participèrent à la révolution de 1868 et dont quelques-uns font partie du ministère.

Les partis sur lesquels s'appuie le cabinet Canovas sont :

1° Les modérés les plus modérés, représentés dans

le ministère par le comte de Toreno et qui comptent au premier rang : Oropia, Cardenas, Barzanallana, Carriquiri, Esteban Collantes, Alexandre de Castro, etc. Quoique n'ayant qu'un seul de ses membres dans le ministère, c'est la portion la plus importante de la majorité et celle qui se rapproche le plus des idées émises et courageusement défendues par Canovas. Le jour où celui-ci voudra se faire un parti, c'est là qu'il en trouvera les meilleurs éléments.

2° Les anciens unionistes qui n'avaient pas pris part à la révolution, représentés par M. Salaverria et M. Calderon Collantes, ministre des affaires étrangères. Il y a peu de notabilités dans ce groupe.

3° Quelques constitutionnels qui, ayant pris part à la révolution, se sont séparés du duc de la Torre et de Sagasta, les uns à la fin du règne d'Amédée, les autres, les *constitutionnels dissidents*, comme on les désigne, après la restauration. Ils ont eu trois des leurs dans le cabinet : Romero Robledo, ministre de l'intérieur ; Lopez de Ayala, ministre des colonies, et Martin de Carrera, garde des sceaux. Citons, parmi les députés, les noms suivants : Elduayen, Alonzo Martinez, Santa-Cruz, Candau et Croyzard, qui ont donné une teinte plus libérale à la politique du cabinet. La part prise à la politique de Canovas par ces derniers a présenté la restauration comme une solution libérale, qui accept

certaines doctrines de la révolution et a empêché les éclats d'une réaction qui aurait été la mort prématurée de la dynastie.

En tous cas, la réunion de ces partis au pouvoir ne peut être de longue durée, et il sera impossible de fonder une politique stable sur des éléments si hétérogènes.

On a pu en finir avec certaines difficultés qu'on croyait insurmontables et qui étaient plus pressantes; mais il reste en suspens la question religieuse et celle de l'enseignement qui ont subi l'une et l'autre des assauts redoutables et qui doivent être résolues avec un sentiment libéral, dont la majorité actuelle n'a pas conscience.

Revenons à Canovas. Si nous considérons en lui seulement l'homme privé, l'homme du monde, Canovas nous apparaîtra sous mille aspects séduisants. Sans parler de sa mémoire prodigieuse, don Antonio est un causeur hors ligne, de l'école de Sainte-Beuve et de M. Thiers, à la parole toujours facile, élégante, sympathique. Il est amusant et il est érudit, tout ensemble, et quoiqu'il ne soit pas beau, dans la vulgaire acception du mot, sa physionomie s'illumine du plus aimable regard du monde. J'ai vu peu d'hommes politiques avoir des yeux aussi expressifs et un air plus attrayant. Il aime la société des femmes et ne se plaint jamais d'en avoir trop autour de lui. A ce propos, il lui arriva de dire

un mot charmant; il parlait d'un de ses adversaires politiques : « Il y a toujours cinq ou six femmes à la présidence, et mon avis est qu'il n'y en a pas encore assez. Chez lui, l'on n'en voit que la moitié d'une, et il en a de trop ! » Naturellement galant, très-galant même, dit-on, sa galanterie est toujours de bonne compagnie. Il a été marié, le meilleur mari du monde, « un mari modèle, » prétend-il finement. Il a veillé sa femme, une belle et aimable personne qui s'est éteinte poitrinaire dans ses bras et qu'il a soignée avec la sollicitude d'une mère et d'un poète. Doña Conception est morte en remerciant Dieu du bonheur qu'il lui avait donné. On a répété souvent que Canovas n'avait point de cœur; pour ma part, je n'en crois rien : nul homme au contraire n'a plus d'amis, nul n'est plus fidèle à ses amitiés même quand celles-ci peuvent le compromettre. Il se trompe souvent sur la valeur et surtout l'influence des gens qu'il emploie. Mais il a des élans généreux qui trahissent le véritable *hidalgo*. Je n'en veux citer qu'un exemple : C'était... il n'y a pas bien longtemps encore, dans un salon dont il était le roi, par droit de conquête, sinon par droit de naissance et par droit de premier ministre, en tous cas. Il y avait bal, raout, concert, que sais-je ! Les beautés les plus accomplies, les plus fières de Madrid, se trouvaient là, le fêtant, le choyant à l'envi, quêtant un mot, un regard, un sourire, un serrement de main. Une

femme se présenta, et tout à coup les visages se transformèrent et prirent un air froid, dur, méprisant. Il régnait un profond silence, personne ne bougeait... La nouvelle arrivée, qu'on accueillait ainsi, s'avancait à pas lents, se raidissant contre son émotion, cherchant un regard ami et les voyant se détourner. Quel moment d'anxiété terrible ! Les femmes ont des raffinements de cruauté dans leurs vengeances. Après quelques secondes d'hésitation, Canovas, entraîné par un mouvement généreux, ne voyant aucun front se déridier, aucune main se tendre vers la réprouvée, s'avança au-devant d'elle et lui offrit le bras en dépit des murmures désapprobateurs et des coups d'œil indignés de ses belles amies de tout à l'heure. « Ce qu'il y a de plus singulier, dit ensuite Canovas, c'est que je me suis vu, par la force des choses, le champion d'une personne qui ne m'inspirait aucune sympathie. Mais, c'est plus fort que moi, je me sens en révolte à l'aspect d'une femme qui souffre et qu'on insulte ainsi lâchement. »

Les belles patriciennes madrilènes l'ont boudé huit jours, paraît-il, mais elles l'ont approuvé intérieurement, j'en suis sûre.

VIII

SAGASTA ET SON PARTI

Parmi les hommes politiques d'une origine modeste, s'élevant par eux-mêmes au premier rang, se trouve Mateo Sagasta.

Né le 21 juillet 1827, à Torrecilla de Cameros, village de la province de Logroño, laquelle a produit dans notre temps Espartero et Olozaga, il se destina à la carrière d'ingénieur des ponts et chaussées, la plus considérée de toutes les carrières en Espagne à cause des études sérieuses et spéciales qu'elle exige. Ses études terminées de la manière la plus brillante, il les appliqua avec succès, et l'on cite de lui des constructions et des projets remarquables ; son caractère affable et sympathique lui attira en même temps l'affection des habitants de Zamora, la ville où il fit le plus long séjour comme ingénieur. 1854 arriva, le mouvement libéral triomphait, et les Cortès furent appelées à réformer la Constitution. Sagasta fut élu député pour la province

de Zamora. Tel fut son début dans la nouvelle voie qu'il ne devait plus abandonner.

C'est à peu près de la même époque que plusieurs hommes politiques, Canovas, Castelar, Martos, datent aussi leurs commencements. Sagasta fut le premier de cette pléiade qui arriva en peu de temps le plus haut et le plus vite.

Dans les Cortès constituantes, il déploya un talent de parole aisé, vif, énergique, passionné, plus propre à l'attaque qu'à la défense. Il se rangea parmi les progressistes et leur resta fidèle jusqu'à la division ou plutôt au schisme de ce parti, défendant toujours les solutions favorables à la liberté.

Un de ses discours les plus remarquables est celui qu'il prononça à propos de la reconnaissance du royaume d'Italie : il y régnait un souffle patriotique et libéral et une connaissance approfondie de la situation de l'Italie et de l'intérêt que toute l'Europe avait à lui venir en aide. Ce qui fit dire à M. Rattazzi *qu'il était l'esprit le plus clairvoyant de l'Espagne*. De 1856 à 1866, il fut le lieutenant de Calvo Asensis qui rédigeait *la Iberia*; après la mort de l'éminent publiciste, il prit la direction de ce journal, l'organe des progressistes. Lorsque ce parti se déclara anti-dynastique, Sagasta devint, à côté de Prim, le plus actif des conspirateurs. Il brava courageusement le ministère dans les colonnes de son journal; et à la fin de 1866, il fut condamné à

mort pour la part qu'il avait prise au soulèvement du 22 juin. Résidant à Madrid, il se réfugia près Paris, à Saint-Denis, où il ne cessa pas un seul instant de travailler en faveur de la révolution qui amena la chute d'Isabelle II.

Dans la période d'incubation de ce mouvement, il fit plusieurs voyages politiques, en Angleterre, en Italie et en France. Personne n'aurait soupçonné que le simple et affable bourgeois de Saint-Denis était un conspirateur infatigable et le futur ministre qui devait présider bientôt aux destinées de l'Espagne libérale. Il était à bord de la frégate *Saragosse* dans le port de Cadix, à côté du général Prim et de Topete, lorsque le cri révolutionnaire éclata pour la première fois dans la marine espagnole. Ce cri lancé de la frégate, et qui devait retentir ensuite par toute l'Espagne, trouva un écho sympathique et produisit un mouvement plus généreux par ses aspirations qu'heureux dans ses résultats.

Sagasta fut nommé par le gouvernement provisoire ministre de l'intérieur (8 octobre 1868). Il montra alors des sentiments conservateurs et monarchiques, car, tout en respectant les idées de son ancien parti, il sut opposer une barrière infranchissable aux démocrates de toutes les nuances. Habile et courageux à la fois, il tint tête aux attaques de l'opposition dans le parlement et réprima les

émeutes qui éclataient de tous côtés. Une semblable conduite de la part d'un ancien conspirateur était faite pour lui gagner la confiance et l'appui des classes élevées. Aussi sut-il se concilier beaucoup d'amis parmi les membres de l'Union libérale. Après avoir occupé le ministère des affaires étrangères, puis celui des finances par intérim, il fut porté, en 1871, à la présidence de la chambre. Une rivalité plus personnelle que politique, suscitée à propos de la discussion sur l'Internationale, éclata entre lui et Ruiz Zorilla. La division se déclara au sein du parti progressiste : d'un côté, Zorilla, entraînant à sa suite la fraction la plus avancée et les démocrates monarchistes, forma le parti *radical*; de l'autre, Sagasta, uni aux progressistes modérés et surtout aux unionistes dont Serrano était le chef, fonda le parti constitutionnel, c'est-à-dire conservateur.

A dater de ce moment, Sagasta, comme il fallait s'y attendre, fut en butte aux attaques du parti qu'il avait délaissé; les haines politiques se déchaînèrent avec d'autant plus de furie qu'elles se développaient entre éléments presque similaires. Il eut à subir toute espèce d'injures et de calomnies de la part de la presse républicaine et même de quelques autres feuilles qui le poursuivirent avec opiniâtreté, et dont il dut lire chaque jour les accusations passionnées sans rien changer à son attitude. Cett

froideur dédaigneuse, qu'on n'aurait pas attendue d'un caractère aussi violent, cette impassibilité est une des principales qualités de Sagasta comme homme d'État.

Sagasta, qui avait fait partie du premier cabinet d'Amédée de Savoie, présida celui du 19 décembre 1871 qui n'eut qu'une durée éphémère. C'est alors que le maréchal Serrano étouffa en peu de jours l'insurrection carliste, la plus formidable qui se fût présentée jusqu'alors, et que Camacho présenta le premier projet de réorganisation financière. Le ministère fut vaincu (22 mai), non par les votes de la chambre, mais par la prérogative royale dont une mauvaise interprétation de la loi fit faire un usage imprudent. Nous avons expliqué cela dans notre premier chapitre.

Dès que Serrano, qui continua en quelque sorte la politique de Sagasta, prit le pouvoir, le trône d'Amédée se trouva privé de son plus ferme soutien, et il était facile de prévoir que la révolution marchait à pas de géant vers la république. Une monarchie qui puisait sa force dans le suffrage universel devait acquérir, à tout prix, l'appui des conservateurs, de même qu'une monarchie qui repose sur le principe héréditaire doit employer tous ses efforts à rallier la bourgeoisie et le peuple par une conduite libérale.

Serrano, Sagasta et leurs coreligionnaires vécurent

dès lors éloignés des affaires. Lorsque la république fut proclamée, ils restèrent neutres, se contentant de combattre autant qu'ils le pouvaient les excès de la démagogie et mettant leur influence politique du côté de ceux qui conseillaient la résistance. Après la chute de Castelar, le parti constitutionnel devait hériter des avantages que venait de créer le coup d'État du général Pavia ; c'est ce qui arriva.

Dans le nouveau gouvernement qui se forma sous la présidence de Serrano (3 janvier 1874), Sagasta eut le portefeuille des affaires étrangères et il prépara les négociations qui devaient aboutir à la reconnaissance de la république par toutes les puissances. Après la crise ministérielle du 11 mai, il prit le portefeuille de l'intérieur, et en septembre il fut nommé président du conseil, poste qu'il occupa jusqu'au prononciamiento militaire qui amena la restauration.

Le parti de Serrano et de Sagasta fit les plus grands efforts pour reconstituer l'ordre, il continua l'œuvre de Castelar. De grandes levées, les plus importantes qu'on ait jamais faites en Espagne, la reconstitution des finances, tous les avantages dont nous avons déjà parlé furent les plus beaux titres de gloire des constitutionnels, du chef de l'État, de Serrano et surtout de Sagasta, l'initiateur et le défenseur de cette politique nationale exempte des préjugés de parti, qui sauva la société de l'anarchie

et prépara le triomphe de la cause libérale contre l'absolutisme en armes.

Depuis lors, Sagasta passa pour être l'homme d'État de l'Espagne, celui du moins qui a montré le plus de qualités gouvernementales. Il a reconnu Alphonse XII, mais il défend toujours les principes politiques de la révolution de septembre dans toute leur pureté. A la chambre, il est à la tête d'un petit groupe d'amis, plus influent par les talents que par le nombre et qui a donné plus d'un souci au ministère dirigeant d'aujourd'hui. Canovas, en effet, ne dispose que d'une majorité sans cohésion et sans programme commun. Sagasta, au contraire, ne fait qu'un avec son parti : c'est une force politique organisée qui peut, à un moment donné, être d'un grand secours à la dynastie, parce qu'elle a des attaches dans le pays.

Si la monarchie reste la forme définitive du gouvernement, le parti constitutionnel a un grand avenir, je dirai plus, un prochain avenir.

IX

CASTELAR, SALMERON, PI Y MARGALL ET LES RÉPUBLICAINS

Le portrait de Castelar exigerait à lui seul tout un chapitre. (Je ne le tenterai pas.) L'amitié que j'éprouve pour lui est trop profonde et ma reconnaissance trop grande, pour que j'en puisse parler en toute effusion de cœur ; on n'excéderait pas les limites de l'impartialité en lui accordant tous les éloges qu'il mérite, et si je disais de lui tout le bien que j'en pense, on ne me croirait pas impartiale. Ensuite, comme il est non-seulement un homme d'Etat et un homme de lettres, mais encore un savant, un artiste, il n'est guère de sujet auquel on puisse toucher sans rencontrer son nom sous la plume. Le meilleur, le seul éloge d'un homme si merveilleusement doué, ce serait de le nommer. Il y a des noms qui valent tout un livre.

Nous avons dû nous occuper à plusieurs reprises du parti républicain, mais nous n'avons pas encore

tracé les profils des hommes les plus importants, ni donné un aperçu des événements qui ont amené l'apparition de chacun d'eux sur la scène politique. La succession rapide des faits accomplis pendant la courte durée du régime républicain rendrait difficile à un Espagnol la tâche d'en faire une esquisse exacte et précise ; à plus forte raison cela est-il impossible pour un étranger ; aussi dois-je me borner à des renseignements sommaires.

Le parti républicain naquit de l'effervescence de la révolution de septembre. Avant cette époque, il n'était pas organisé, c'est à peine s'il existait en germe ; les écrits ou les journaux qui propageaient les idées démocratiques ne parlaient pas de république, et c'est ainsi que M. Rivero, rédacteur en chef de *la Discussion*, le plus zélé défenseur de la démocratie, a pu, sans se contredire, soutenir la monarchie après 1868, jusqu'à l'abdication d'Amédée. MM. Orense, Figueras, Pi y Margall et Castelar étaient des républicains avérés ; ils avaient toujours, dans les académies, les réunions publiques et les Cortès, défendu la république ; mais qui aurait pu signaler leurs partisans ou même les chefs du parti la veille de la révolution ? Il y avait en Espagne, comme dans tous les pays monarchiques, quelques théoriciens d'un côté, de grandes masses de l'autre, ayant des aspirations communes pour la république plus ou moins mélangées de sentiments

socialistes. Loin de les considérer comme les éléments d'un grand parti, il fallait y voir tout au plus un sol préparé à recevoir et à développer la semence adroitement répandue. C'est ainsi qu'au moment où la révolution éclata, une foule de tribuns improvisés en profitèrent pour exciter les passions populaires et les pousser aux excès, prêchant, sous les dehors républicains et sous l'égide de noms respectés, les plus folles théories du communisme. C'est ainsi qu'ils mêlaient à leurs discours imagés les noms de Castelar, de Pi, de Figueras et d'autres encore. Voilà comment, en peu de temps, le parti de ceux-ci se trouva formé à leur insu, et comment, derrière eux, se groupèrent un grand nombre d'hommes de bonne volonté; mais un nombre plus grand encore d'hommes, séduits par les illusions du socialisme le plus démagogique. Cette armée devint si forte et si nombreuse, qu'elle entraîna ses chefs au lieu de leur obéir. Discipliner un parti qui se forme en pleine révolution est une entreprise qui dépasse les forces humaines. Il était aisé de prévoir que c'était parmi cette multitude confuse que se rencontrerait le péril, si la république était proclamée avant d'être mûre dans l'opinion générale, si elle était due à la pression des circonstances plutôt qu'aux nécessités politiques. Orense, marquis d'Albaïda, était, par son âge et sa fidélité aux principes, le patriarche du parti répu-

blicain. Malheureusement, l'autorité que lui donnaient ses services lui fut fatale ; d'un caractère enthousiaste et porté à l'exagération, il ne se contentait pas de la forme républicaine, et allait jusqu'au fédéralisme, négation de l'histoire nationale dans les temps modernes. Ce fut lui qui entraîna son parti, même les hommes les plus illustres, à accepter et à défendre cette forme de constitution, qui devint désormais l'aspiration fondamentale de tous les républicains espagnols, à peu d'exceptions près.

Emilio Castelar, écrivain, journaliste, professeur d'histoire à l'université de Madrid, orateur de l'Athénée, qui avait répandu de tous côtés les idées démocratiques avec la fougue inspirée du plus grand artiste en parole que l'Espagne ait jamais produit, devint naturellement le *verbe* de la république. Dans le principe, il partagea les tendances fédérales, tout en accusant dans ses discours une légère nuance conservatrice. Mais alors on luttait ; l'heure de la république n'avait pas sonné, et il fallait de la part de tous faire des concessions réciproques, se présenter comme un parti homogène, sans divisions et même sans nuances. N'est-ce pas là un motif suffisant d'excuser Castelar de n'avoir pas maintenu les principes conservateurs avec plus d'énergie au sein du républicanisme et de ne les avoir proclamés comme nécessaires que lorsque des

actes insensés de ses coreligionnaires l'obligèrent à donner ses explications au parlement ? Il croyait très-éloigné le moment de mettre en pratique les doctrines qu'on soutenait dans les rêves de l'opposition avec l'emportement des partis qui sont en minorité dans les assemblées.

Ce moment critique survint brusquement et les républicains eurent en main le pouvoir. Les nécessités de la guerre carliste et les besoins de l'administration pressaient de tous côtés ; les masses fanatisées exigeaient, les armes à la main, l'accomplissement des promesses follement propagées dans toute l'Espagne. On réclamait la suppression de l'armée et la guerre était partout ; la suppression des impôts et il fallait pourvoir à l'existence de l'État sous quelque forme que ce fût. On voulait le fédéralisme, qui se traduisait par la désobéissance au gouvernement central ; de chaque ville importante on prétendait faire la capitale d'un nouvel Etat, d'une nouvelle patrie. Les chefs du parti républicain, n'ayant à leur service que la persuasion, furent impuissants à maîtriser ce bouleversement social qu'ils n'avaient pas prévu ; aussi s'usèrent-ils vite.

Après le départ du roi Amédée, le 11 février 1873, la république fut proclamée à Madrid, et Stanislas Figueras choisi pour être le chef du pouvoir exécutif. C'était un Catalan, natif de Barcelone, avocat

distingué et qui avait donné maintes preuves de son patriotisme; il avait alors cinquante-quatre ans. Aux prises avec les intransigeants et les radicaux ou monarchistes déguisés, il transigea avec les premiers et déjoua les intrigues des seconds, présida aux élections des Cortès d'où sortit une majorité de fédéralistes, et, las d'une lutte incessante, il résigna ses fonctions (10 juin) pour aller goûter le repos au delà des Pyrénées : sa présidence avait duré quatre mois.

Juan Pi y Margall lui succéda. Il siégeait à l'extrême gauche. Propagateur pacifique du socialisme, sectaire idéaliste plus que politique, il eut à faire l'épreuve de la république fédérale qui venait d'être adoptée. On a trop blâmé son administration; la défense qu'il en a publiée a été à peine connue. Qu'avait-il à gagner de son passage au pouvoir? Il y fut porté malgré lui, et sa bonne foi est hors de doute. Il ne connaissait pas l'état du pays qu'il voyait toujours à travers son imagination et ses théories; il appliqua sévèrement, intégralement, honnêtement ses principes, et le mal se produisit à son insu.

Son premier acte fut de tenter une sorte de rapprochement entre les partis dominants : il composa son ministère d'intransigeants et de républicains modérés, par moitié. Au lieu de concilier et d'apaiser, il réussit à mécontenter tout le monde : ce

ministère dura onze jours. Dans celui qui prit ensuite les affaires (28 juin), les intransigeants n'eurent pas la majorité; ils menacèrent le gouvernement qui se vit obligé de demander la suspension des garanties constitutionnelles. Cette mesure, grave dans tous les temps, fut votée par les Cortès; elle amena la retraite des ultra-démocrates, au nombre d'environ quarante, Contreras en tête. Ce fut le signal de l'insurrection cantonaliste : Alcoy, Malaga, Séville, Cadix, Carthagène, arborèrent le drapeau rouge. Car ce n'était plus la république fédérale qui pouvait satisfaire les intransigeants : ils prétendaient faire de chaque ville, de chaque canton, de chaque bourg, un État séparé. Pi y Margall s'épuisa en vains efforts pour ramener la concorde. Le 18 juillet, il donnait sa démission.

Le même jour, les Cortès lui donnèrent pour successeur leur président, Nicolas Salmeron, avec un cabinet homogène, c'est-à-dire composé exclusivement de républicains modérés. Celui-là aussi était un honnête homme, un philosophe, un théoricien, qui s'était prononcé pour la république fédérative après quelques hésitations. Le premier, il inaugura la politique de résistance; mais lorsqu'il se vit en face du rétablissement de la peine de mort dans le code militaire, il n'eut pas la force de rompre avec les idées de toute sa vie, et résigna le pouvoir (7 septembre). Il l'avait gardé autant que son pré-

décèsseur : deux mois. La présidence des Cortès, qu'il reprit, lui convenait beaucoup mieux.

Ce fut le tour de Castelar.

Élu à une grande majorité président de la république (c'était le quatrième), il put dire de lui-même, sans forfanterie : « D'autres valent mieux que moi pour l'intelligence, pour l'élévation des idées, pour le génie politique; mais pour l'amour de la liberté, de la démocratie, de la république et de la patrie, je ne cède le pas à personne. » Tous les républicains, sauf les intransigeants, se mirent sous ses ordres pour l'aider dans l'œuvre de reconstruction nationale et sociale qu'il entreprit avec un courage qui n'étonna aucun de ceux qui l'avaient vu, le 23 avril 1873, braver la mort et l'impopularité pour sauver la vie de plusieurs députés, Echegaray entre autres, poursuivis comme traîtres par le peuple ameuté.

Du moment que Castelar prit le pouvoir, il fit proclamer la dictature par la Chambre (21 septembre) et rompit avec le préjugé du fédéralisme, alléguant que la raison d'État et le salut de la patrie seraient dorénavant la règle de ses actes. Il compléta les cadres de l'armée avec une levée de 80,000 hommes, et il eût, certes, sauvé l'Espagne sans l'aveuglement de l'Assemblée. Nous avons exposé ailleurs les événements qui s'y produisirent, nous aurons lieu d'y revenir encore.

Les républicains connaissent à présent la route à suivre, et quand le temps aura fait son œuvre, ils sauront décider entre ceux qui veulent les mener par les voies de l'émeute, et ceux qui leur conseillent de ne pas compromettre par trop de hâte l'action légale et pacifique de la liberté.



P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

X

AUTRES PROFILS : SERRANO, TOPETE, ROMERO-ORTIZ

Francisco Serrano est, on peut le dire sans crainte, un enfant gâté de la fortune. Fils d'un général, il naquit en 1810, aux environs de Cadix. D'une valeur brillante, il gagna ses premiers grades dans la guerre civile; à trente ans, il était général de division. Son esprit aventureux et sa hardiesse sans pareille l'avaient mis en faveur auprès de la reine mère Marie-Christine, alors régente. Nous ne le suivrons pas dans les phases si variées de son éclatante carrière; le souvenir en est encore présent dans la mémoire des lecteurs. Qu'il nous suffise de rappeler qu'il eut tous les honneurs que peut ambitionner l'homme le plus exigeant, et qu'il fut successivement, sous le règne d'Isabelle, ministre de la guerre, sénateur, capitaine-général, grand d'Espagne, duc de la Torre, etc. Il eut l'art de se faire des amis dans l'Union libérale, et à la mort du gé-

néral O'Donnell (1867), il devint le chef de ce parti.

A cette dernière date, il présidait la Chambre des pairs, lorsque le parti modéré amena par son aveuglement la chute de la dynastie. Narvaez, son ennemi, le fit arrêter, ainsi que Rios-Rosas, président de la Chambre élective, pour avoir protesté contre la prorogation illégale des Cortès. Puis, tous deux et plusieurs autres députés durent quitter l'Espagne et se réfugier aux îles Canaries. Nous avons parlé de cet événement qui décida du sort du pays en lançant l'Union libérale dans la conspiration des progressistes. Dès lors, la révolution était faite, et lorsqu'elle éclata, Serrano accourut à Cadix pour prendre avec Prim la direction du mouvement.

Le ministère provisoire constitué, Serrano devint le chef du pouvoir exécutif et, en juin 1869, régent du royaume, fonctions qu'il remplit jusqu'à l'arrivée du prince Amédée. On s'accorde à reconnaître que dans ce poste difficile, il se conduisit en vrai monarque constitutionnel, et que, malgré ses préférences pour la candidature du duc de Montpensier, il abandonna entièrement aux Cortès la direction des affaires, tant pour décider les crises ministérielles que dans le choix du prince qui devait le remplacer.

Le roi Amédée en Espagne, Serrano fut chargé de former son premier cabinet et il le présida pen-

dant neuf mois (4 janvier au 6 octobre 1871). Dès que les carlistes se soulevèrent, ce fut lui qui, à la tête de l'armée, en Navarre, leur infligea les défaites d'Oroquieta et d'Oñate. Rappelé à la tête du ministère, il n'y fit qu'un court passage et se retira (juin 1872), sans avoir pu obtenir du roi la suspension des garanties constitutionnelles, nécessaire, selon lui, pour réprimer l'audace croissante des républicains.

En parlant du parti constitutionnel, nous avons dit toute l'histoire du maréchal Serrano. Il suffit, pour achever ce profil, d'ajouter qu'après le coup d'État du général Pavia, il fut porté d'une voix unanime à la présidence du pouvoir exécutif de la république (3 janvier 1874), qu'il s'y conduisit avec la même impartialité dont il avait fait preuve comme régent, et qu'il consentit à prendre le commandement de l'armée, réorganisée par son ministère, chaque fois qu'un revers inattendu exigeait qu'il y eût à la tête des bataillons un chef aimé du soldat. Quoi qu'on pense de lui, Serrano aura une large place dans l'histoire contemporaine. On ne lui refusera pas la gloire d'avoir dirigé les premières batailles décisives contre le carlisme, non plus que celle d'être descendu deux fois du pouvoir suprême sans avoir essayé, comme l'ont fait tant d'ambitieux, de s'y rendre nécessaire. « Je ne veux pas, » écrivait-il le 29 décembre 1874, à ses minis-

tres, en appréciant le pronunciamiento de Martinez Campos en faveur d'Alphonse XII, « je ne veux pas que ma patrie soit déchirée par une troisième guerre civile. »

Nous avons déjà trop parlé de la révolution de septembre pour que le nom de Topete ne se soit pas rencontré sous notre plume.

Topete (Jean-Baptiste) est un ancien marin qui avait rendu de nombreux services à son pays avant de se lancer dans la politique. C'est un héros du Callao, de cette bataille navale qui prouva, en 1860, que l'Espagne tenait encore son rang parmi les puissances maritimes. Né en 1821, d'une famille mexicaine, dans le Yucatan, il était arrivé au grade de contre-amiral, lorsqu'il se trouva en contact avec les libéraux qui le décidèrent à apporter son concours à la cause qui paraissait alors à tous une cause nationale. Sans avoir rien à espérer que des mécomptes et des désillusions, il se voua complètement à la révolution de 1868 et il en fut le promoteur dans le port de Cadix. Il fit partie ensuite, comme ministre de la marine et des colonies, ou comme président du conseil, de plusieurs ministères; soutint toujours les idées libérales les plus conservatrices, et oublia ses attachements ou ses sympathies personnelles pour le bien de la nation en toute circonstance, ce qui lui attira les persécutions et les calomnies de la part de ceux qui pen-

saient autrement que lui. Partisan déclaré de la candidature du duc de Montpensier, il eut néanmoins le dévouement, à la mort de Prim, d'aller, comme chef du ministère, au-devant du roi Amédée, et de le servir loyalement jusqu'à son abdication. La république proclamée, il n'eut plus qu'à attendre le moment de pouvoir être utile à la cause nationale. Le 23 avril 1873 et le 3 janvier 1874, il fut au premier rang à côté de ceux qui coururent les plus grands dangers. Topete s'est consacré à la défense des idées qu'il a fait triompher en 1868; mais l'état de sa santé, ses blessures et des malheurs de famille le confinent actuellement dans la vie privée. Tous doivent respecter ce grand homme de bien, et tous le respectent, en effet, car, à une époque d'égoïsme et de relâchement, il s'est retiré comme Cincinnatus, et après avoir occupé le premier rang, il est rentré dans la vie simple et modeste qui lui plaît entre toutes, et cela plus pauvre qu'il ne l'était à la veille de la révolution.

Parmi les hommes qui, pendant cette période, ont montré un caractère ferme et des qualités de gouvernement, se trouve M. Romero-Ortiz. Nous aurions eu à parler de lui à plusieurs reprises dans cet ouvrage, si nous n'avions pas cru qu'il méritait une place spéciale. Possédant une vaste érudition et des convictions tranchées, il débuta dans le parti progressiste, dont il partagea non-seulement toutes

les idées, mais dont il est, pour ainsi dire, l'incarnation vivante, quoiqu'il se joignît à l'Union libérale dès la formation de ce parti et qu'il la suivît dans ses diverses transformations. Jeune encore, il dut se réfugier en Portugal, où il est non-seulement estimé, mais extrêmement populaire; j'ai eu personnellement la preuve de l'affection que lui portent les hommes les plus importants de la politique et de la science lusitaniennes. Il est désiré par chacun comme ambassadeur d'Espagne, poste qui lui conviendrait entre tous, si son parti venait au pouvoir, et si la politique militante ne devait pas l'accaparer. Il fut redevable de cet honneur à sa terre natale, cette province de Galice, qui a produit plusieurs individualités remarquables, Ulloa et Montero-Rios entre autres. Au parlement, il a toujours défendu les idées libérales, qui sont le *credo* du parti progressiste, et il figurait au premier rang en politique comme dans les sciences. Lors de la révolution de 1868, il fut nommé tout d'une voix ministre de grâce et de justice. De ce moment date sa réputation d'homme d'État.

La suppression de l'ordre des Jésuites et de toutes les sociétés en rapport avec eux, l'établissement de la liberté religieuse, l'inamovibilité des juges et des magistrats, comme l'indépendance du pouvoir judiciaire, et d'autres mesures radicalement libérales le posèrent dans l'opinion publique à l'avant-garde du parti constitutionnel. Il y jouit, au reste, d'une

légitime autorité par la rectitude et l'intégrité de ses principes, non moins que par son éloquence et la supériorité de son esprit. En 1874, il accepta le portefeuille des colonies. Ses discours produisent toujours grande sensation, ils sont attendus avec impatience, et on y relève la concision des idées, l'exposition et la netteté des vues. Malheureusement, sa santé est assez précaire.

Écrivain de talent, M. Romero-Ortiz a publié, sur la littérature portugaise, un livre qui est un chef-d'œuvre de clarté, de finesse et d'érudition. Sa réputation, comme journaliste, date de sa première jeunesse.

M. Romero-Ortiz a rassemblé, à ses heures de loisir, une curieuse collection de souvenirs et de documents historiques. Outre un grand nombre d'objets ayant appartenu à des hommes célèbres de tous les pays et de tous les temps, on peut y voir la carte annotée du théâtre de la guerre franco-prussienne, qui a servi à M. de Moltke pendant toute la campagne et dont le général lui-même fit cadeau à M. Romero-Ortiz, un morceau de la chemise de sainte Thérèse, un autographe de Cervantès, des encriers, des plumes, des armes et des uniformes ayant appartenu à des généraux célèbres.

Nous avons visité ce musée qui a une grande valeur historique, et qui, tous les jours, s'accroît par les soins de son illustre propriétaire.

XI

LES FINANCIERS ET LES FINANCES

Camacho. — Salaverria.

Le premier entre tous les hommes politiques qui révolutionna les finances de l'Espagne fut sans nul doute Mendizabal, si tristement poursuivi par la calomnie et la diffamation.

Il opéra en peu de temps, il y a plus de quarante ans (c'était en 1835), une réforme dont la révolution française avait donné l'exemple et que l'Italie n'adopta qu'en 1866, le désamortissement des biens du clergé, qui fut sanctionné en 1859 par le saint-siège. Il régla ensuite la dette publique. Bravo-Murillo, du parti modéré, rendit alors un grand service au pays en adoptant ces mesures qui ont été la base de tous les arrangements financiers postérieurs.

Une des causes qui ont certainement le plus contribué à la révolution de septembre fut la mauvaise

situation des finances, administrées avec peu d'habileté depuis la retraite de Pedro Salaverria en 1863.

M. Salaverria, aujourd'hui presque septuagénaire, avait fait partie, pendant cinq ans, du cabinet de l'Union libérale. Il avait réussi à percevoir les impôts d'une façon normale et à équilibrer le budget; peut-être depuis lors n'a-t-on plus appliqué l'article de la constitution qui exige que ce budget soit approuvé par les corps législatifs; c'est un véritable titre de gloire pour ce ministre qui, ayant à peine marqué dans la politique avant 1857, parvint à constituer la vie financière de l'État, facilitant le mouvement des affaires, trouvant des ressources partout et pour tout, faisant élever la cotisation de la dette espagnole à un chiffre qu'elle n'avait jamais atteint et qu'elle ne devait plus atteindre, enfin donnant un cours régulier aux travaux publics, dont le développement fut vraiment remarquable eu égard aux circonstances.

Il est vrai que M. Salaverria occupa le ministère dans la plus heureuse période du règne d'Isabelle II, mais il est vrai aussi qu'il sut contribuer au bien-être du pays par ses sages et habiles mesures.

Après Salaverria, il n'y a pas eu de financier digne de ce nom jusqu'à la révolution. M. Figuerola en fut le premier ministre des finances; trop théoricien

d'ailleurs, il ouvrit le chemin à d'autres économistes, ses élèves, qui, doués comme lui d'instruction et de bonne volonté, introduisirent des réformes pour lesquelles le pays n'était pas suffisamment préparé. Sur certains points ils montrèrent sans doute beaucoup de sens pratique; mais, à en juger par le chiffre de la dette et par l'état du budget, on ne peut présenter leur passage aux affaires comme une phase de prospérité.

Arrivons à J.-Fr. Camacho, qui le premier dressa un plan complet pour la réorganisation des impôts et parvint à établir un vrai système financier. Il eut deux fois le portefeuille; en 1872, il dut quitter le ministère au moment où il venait de présenter aux chambres quatre projets de lois qui résumaient les problèmes de la question financière. Il laissa dans son parti un vif souvenir de la droiture et de la sévérité de ses principes, et lorsque les constitutionnels revinrent au pouvoir en 1874, ils réclamèrent son concours avec la certitude de trouver en lui un ferme appui au milieu des circonstances critiques où était l'Espagne. Il fallait un certain courage, en effet, pour assumer la responsabilité des finances en ce moment : elles étaient le nœud de la situation, la pierre d'achoppement ou l'ancre de salut du gouvernement.

Les impôts d'un utile rendement étaient abolis, on vivait au jour le jour, en faisant des emprunts

à n'importe quel taux, en lançant sur le marché, à tout propos, de nouvelles émissions de la dette qui faisaient descendre la cote tous les jours.

Les exigences impérieuses de la guerre civile avaient obligé les différents ministres à chercher de l'argent à tout prix ; la pression politique des événements qui eurent lieu pendant la République fédérale empêcha d'appliquer et de combiner des plans arrêtés et réfléchis. Les marchés étrangers, depuis 1868, ne donnaient plus un centime ; plusieurs emprunts forcés avaient été levés ; toutes les valeurs en portefeuille étaient négociées ; la dissolution sociale rendait inutile toute démarche du gouvernement central, et le recouvrement des impôts devenait presque impossible ; les exploités des désastres nationaux prospéraient en prêtant à des conditions honteuses pour le ministère et accablantes pour le pays. Le désordre était au comble dans les impôts, les contributions de toutes sortes, le Trésor public, la dette nationale (dont on ignorait le chiffre réel), l'administration économique, la comptabilité centrale ; et durant ce temps la guerre continuait et exigeait plus d'un million par jour. Tel était le tableau désolant des finances, lorsque M. Camacho prit le portefeuille en mai 1874.

Voici à présent tout ce qu'il fit ou du moins les résultats les plus importants de son passage aux affaires. Il travailla d'abord à réorganiser son admi-

nistration en appelant aux emplois dans les chefs-lieux de provinces des fonctionnaires fermes et capables, en résistant à toute sollicitation en faveur d'un employé dont la capacité fût douteuse ou l'honorabilité suspecte.

Bientôt les rouages de l'administration purent fonctionner régulièrement, et M. Camacho se trouva en mesure de développer ses plans et d'introduire l'ordre là où régnait une complète anarchie.

Convaincu que le système des emprunts, dans les circonstances où l'on était, menait à la ruine de l'État et à la banqueroute dans un avenir prochain, il arrêta le cours de ces opérations, s'attirant ainsi les haines de tous les intéressés à ces désastreuses affaires, et se voyant tous les jours attaqué dans les journaux sans perdre courage un seul instant. Puis il prépara les nouvelles bases de crédit public, en se fondant sur cet axiome très-simple : « Ce que le pays doit dépenser, il doit le payer, » axiome à la portée des intelligences les moins aptes aux affaires, et qui n'en a pas moins un sens profond.

De là découlait cet autre principe pratique : « Puisque le pays doit tout payer, qu'il paye au moment de la dépense au lieu d'attendre avec les termes des emprunts les intérêts exagérés que ceux-ci exigent. »

Et voilà comment, à l'aide d'axiomes élémentaires, on arriva à formuler un plan de finances

complet, qui se traduisit par la levée des contributions suffisant à couvrir toutes les dépenses nécessaires.!

Le cabinet dont Camacho faisait partie avait porté les forces de l'armée à 300,000 hommes qu'il fallait armer de fusils Remington d'un prix élevé, habiller et pourvoir de munitions. Tout cela devait être fait dans un court délai.

En quelques jours, Camacho présenta un budget complet, qui avait l'immense avantage de parer aux nécessités présentes, sans négliger les questions moins urgentes qui exigeaient une solution plus réfléchie, comme, par exemple, les intérêts de la dette publique et le bilan exact du Trésor. Il donna à étudier ces mêmes questions à des commissions formées d'hommes d'une autorité généralement reconnue et personnellement intéressés dans les affaires. Ces commissions se mirent aussitôt à l'œuvre.

Le budget établi sur les bases que nous avons indiquées comportait naturellement de nouveaux impôts, difficiles à percevoir, et en rétablissait d'autres, comme les octrois, abolis de longue date et peu sympathiques aux masses, d'un résultat positif pourtant, mais qui pouvaient servir de prétexte à des troubles dans le pays. — Malgré ces difficultés et d'après des mesures sagement combinées, les octrois furent réinstallés, en vingt-quatre heures,

dans toute l'Espagne, sans qu'il y eût aucun signe de désordre, et les autres impôts furent installés de même. M. Camacho opéra donc, en peu de temps, ce qu'on croyait impossible jusque-là, c'est-à-dire le recouvrement de toutes les contributions aux époques fixées. De cette façon les nécessités urgentes de la guerre furent assurées.

Quelques mois suffirent à M. Camacho pour réorganiser les finances et l'administration, et il laissa à son successeur Salaverria (12 septembre 1875) un département en ordre, un budget étudié et pratique.

Comme appendice à ce chapitre, et pour qu'on puisse juger de la richesse contribuable ainsi que de l'état de l'administration espagnole, nous présentons ci-après les résumés du budget présenté par M. Barzanallana, le ministre en exercice aux Cortès en avril 1877.

Budget de l'année 1877-1878.

(En pesetas; 1 peseta vaut environ 1 fr.)

Dépenses.

| | |
|--|------------------|
| Liste civile..... | 9.500.000 |
| Corps législatif..... | 1.007.428 |
| Dette publique..... | 249.724.445 |
| Justice..... | 2.985.940 |
| Pensions..... | 41.695.732 |
| Présidence du conseil des ministres..... | <u>1.081.709</u> |
| A reporter..... | 305.995.254 |

| | |
|------------------------------------|--------------------|
| Report..... | 305.995.254 |
| Ministère des affaires étrangères. | 3.253.118 |
| — de la justice..... | 52.629.307 |
| — de la guerre | 122.291.918 |
| — de la marine..... | 25.984.774 |
| — de l'intérieur..... | 40.831.924 |
| — des travaux publics... | 48.857.209 |
| — des finances..... | 133.156.680 |
| Dépenses extraordinaires | 2.775.000 |
| Total des dépenses..... | <u>735.775.184</u> |

Recettes.

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| Contributions directes..... | 287.221.328 |
| — indirectes..... | 209.017.500 |
| Timbre et entreprises en régie.. | 219.265.027 |
| Vente des biens nationaux | 12.864.792 |
| Revenus des colonies | 5.000.000 |
| Indemnité du Maroc | 2.500.000 |
| Total des recettes..... | <u>735.868.647</u> |

D'après un rapport publié par le gouvernement dans la *Guia oficial de España* de 1877, le chiffre général de la dette publique, capital et intérêts, s'élevait, le 30 juin 1876, à la somme de *douze milliards et demi de francs* environ.

Plusieurs personnes compétentes nous assurent que l'augmentation de la richesse, malgré la guerre, permet d'augmenter les ressources du budget, savoir :

| | |
|---|--------------------------------|
| Contributions directes... | 3.000 millions de réaux |
| — indirectes. | 1.000 — — |
| Total | <u>4.000 millions de réaux</u> |
| Soit un million de francs de plus par an. | |

XII

LE 3 JANVIER 1874 ET LE GÉNÉRAL PAVIA

Nous avons plusieurs fois parlé du 3 janvier 1874 dans le courant de cette étude : si nous y revenons à présent, c'est pour rappeler quelques détails de ce 18 brumaire, qui ne se fit pas dans l'intérêt d'un homme, mais qui eut pour objet le rétablissement de l'ordre. Il ne faut jamais applaudir aux coups d'État, même lorsqu'ils ont été attendus, absous, glorifiés par l'opinion publique comme celui du 3 janvier. Il est toujours hasardeux de remettre le sort d'une nation entre les mains d'un hardi soldat ; aussi ne sommes-nous pas tenté de louer un acte que son auteur a regretté publiquement de s'être vu dans la nécessité d'accomplir ; nous nous bornerons à exposer les événements qui expliquent la conduite du général Pavia.

Des excès, qui sont la conséquence forcée de toute révolution, vinrent à se produire sur plusieurs points du territoire dans le courant de l'année 1873. Les partisans les plus conservateurs de la

République avaient été obligés de combattre leurs anciens amis par tous les moyens. Ils avaient eu à lutter contre les émeutes fomentées par les ennemis de l'ordre, qui se cachaient derrière le drapeau de la République fédérale, déshonorant ainsi la forme des institutions que le gouvernement paraissait résolu à adopter et éveillant la haine de tous les citoyens pacifiques contre cette organisation, haine dont tout le poids retombait sur le ministère et paralysait ses efforts.

C'est ainsi que Salmeron et Castelar avaient dû poursuivre les crimes commis à Montilla et à Alcoy par ceux qui couvraient d'un manteau politique d'horribles assassinats. C'est ainsi que le gouvernement avait eu à combattre à outrance, avec le concours des troupes, les séditions cantonales de Séville et de Carthagène. Contre Séville il envoya l'armée d'Andalousie sous les ordres de Pavia, qui comprima l'insurrection avec une rapidité surprenante. Contre Carthagène, la place la plus forte de l'Espagne et celle où la révolte avait le plus de moyens de résistance, il fit marcher une armée de siège, que commandèrent successivement Ceballos, Martinez Campos et Lopez Dominguez; ce dernier amena huit jours après son arrivée, le 3 janvier, la reddition de la place, grâce à son initiative et à l'effet moral du coup d'État de Pavia, accepté dans toute l'Espagne avec acclamation.

Le grand malheur de la République, celui qui divisait le parti, qui empêchait toute action du ministère, entravé par ses alliés de la veille, vint de l'attitude hostile des classes aisées. On y désirait la réaction à tout prix ; on y voulait un dictateur, un sauveur quel qu'il fût et l'on se voyait tous les jours frustré dans les espérances qu'on avait fondées sur tel ou tel personnage. Estebanéz, le général Gonzalez, par de petites résistances habilement calculées, s'étaient attiré beaucoup de sympathies. Castelar lui-même avait par la franchise de ses déclarations réussi à inspirer la confiance, car à sa grande influence sur les républicains, il joignit une force de caractère inattendue ; malheureusement la Chambre qui lui avait témoigné toute sa confiance en l'autorisant à exercer une dictature absolue, changea d'avis pendant les vacances de l'automne de 1873, et elle se préparait à renverser son favori dans la première séance fixée au 2 janvier 1874.

Castelar comptait sur le concours de tous, et s'il avait eu la pensée de s'imposer à la Chambre par un coup d'État, il aurait rallié autour de lui le duc de la Torre, les anciens partis monarchiques, ainsi que les principaux chefs militaires, y compris Pavia, chargé du commandement des forces de la Nouvelle-Castille ; mais Castelar croyait encore pouvoir dominer la situation avec la droite de la Chambre, c'est-à-dire avec les républicains modérés ; il comptait par-

dessus tout sur son éloquence entraînant, sur son droit, sur le patriotisme de ses actes et de ses aspirations et, ajoutons-le, sur celui de ses concitoyens. Il comptait enfin sur la pression des événements qui imposaient à tous une grande sagesse en prévision des dangers prochains : voilà pourquoi il refusa d'accepter les ouvertures des généraux et des serviteurs de l'ancienne monarchie qui venaient à lui en ce moment suprême pour sauver l'ordre et la société.

Des hommes tels que Serrano et Pavia étaient pourtant des individualités dont l'appui n'était pas à dédaigner : Serrano, à cause de son grand crédit sur le parti conservateur ; Pavia, à cause de ses victoires récentes et du poste important qu'il occupait à Madrid. L'un et l'autre se concertèrent donc en secret pour agir résolûment dès que Castelar, trompé dans ses illusions, vaincu par le vote des députés, serait contraint de se retirer, et, à l'insu du gouvernement, Pavia se tint prêt à toute éventualité et disposa toute chose pour le coup d'État qu'il rêvait.

Le 2 janvier 1874, les Cortès se réunirent. Castelar demanda le renouvellement de ses pouvoirs et termina son message par cette phrase : « Il faut « fermer à jamais l'ère des soulèvements populaires « et des pronunciamentos. » Une longue discussion, ardente, confuse, s'engagea, qui dura jusqu'au len-

demain à cinq heures du matin. Les efforts surhumains de Castelar n'avaient abouti à rien. La Chambre, aveuglée, sans songer aux conséquences de ses résolutions, refusa par 120 voix contre 100 de prolonger la dictature de Castelar. Celui-ci déposa aussitôt sa démission et celle du ministère.

A peine la nouvelle en fut-elle connue au dehors que Pavia, qui avait réuni des troupes autour du palais des Cortès, dépêcha un officier à Salmeron qui présidait pour l'inviter à dissoudre l'assemblée dans cinq minutes. Il s'ensuivit une scène d'une confusion extrême. Castelar s'éleva avec véhémence contre une injonction qu'il qualifia d'insolente. De son côté, Salmeron proposa, en présence d'un danger commun, d'oublier leurs différends et de renouveler les pouvoirs du dictateur, ce qui fut voté d'acclamation. Mais Castelar s'écria : « Il est trop tard ; il n'y a pas d'homme plus abandonné que moi en Espagne. »

Les cinq minutes de répit étaient écoulées depuis longtemps ; les soldats envahirent la salle des séances et tirèrent quelques coups de feu en l'air... A sept heures les députés rentrèrent tranquillement chez eux.

A quelque temps de là, dans la même journée, Pavia convoqua au palais tous les généraux qui avaient participé à la révolution de septembre, ainsi que les hommes les plus importants de tous les

partis politiques, n'excluant de cette réunion que les membres des partis extrêmes intransigeants et carlistes. Ils s'empressèrent d'accourir : conservateurs, progressistes, modérés ; on revit alors des gens qui se tenaient à l'écart, comme Topète, Martos, Sagasta, Garcia Ruiz, Serrano, Concha.

L'orateur du moment fut Pavia ; voici ce qu'il formula en substance : « L'acte qu'il venait d'accomplir était très-grave et ne pouvait se justifier que par des circonstances extraordinaires. Il s'y était décidé de son propre mouvement, sans ambition personnelle ni visée politique. Si Castelar n'était pas tombé, il n'eût point agi ; mais sachant que sa chute déterminerait l'avènement d'un ministère qui désorganiserait l'armée et hâterait la dissolution sociale, il avait exécuté une résolution qu'il avait prise dans cette éventualité, sans consulter personne. Ce qu'il avait fait n'était que par pur patriotisme et dans l'intérêt de la nation, qui eût été perdue sans retour, si la marée montante de la démagogie n'était arrêtée par quelqu'un. Pour ses soldats comme pour lui, il refusait toutes récompenses ; sa mission terminée, il reviendrait à son poste prêt à tirer l'épée contre quiconque troublerait la paix publique. »

On sait le reste. Serrano fut porté au pouvoir, avec les hommes de 1868, et la République chancelante alla s'affaiblissant jusqu'à la fin de l'année, où

un soldat moins scrupuleux la renversa pour faire place à Alphonse XII.

Tel fut l'auteur de ce singulier coup d'État : un soldat, patriote sans ambition, ni jactance, ni système, qui ne détruisit rien, qui ne proscrivit personne, mandataire de sa conscience, s'effaçant complètement derrière le nouveau ministère qu'il servit ainsi que ceux qui lui succédèrent, sans tirer profit de sa position ou de sa popularité ; homme rare en tous pays, surtout en Espagne, où tant de soldats sauveurs ont cherché à se frayer par la force un chemin vers le pouvoir, les honneurs ou la fortune !



P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

JUNTA DE ANDALUCÍA

XIII

LA GUERRE ET LES GÉNÉRAUX

Une des principales causes d'affaiblissement de l'Espagne fut, sans nul doute, la guerre carliste, laquelle, ajoutée à celle que les séparatistes soutenaient à Cuba, la perle des Antilles, a fait perdre aux propriétaires leur argent, au gouvernement sa tranquillité, à tous les citoyens la liberté politique, au peuple son sang, à la nation la fleur de sa jeunesse. On connaît les motifs de cette guerre : dynastique d'abord, absolutiste au fond. En 1833, la forme de la succession au trône servit de prétexte; en 1872, ce fut l'absolutisme européen qui vint livrer en Navarre sa dernière bataille. Il ne faut donc pas uniquement chercher les origines de cette dernière levée de boucliers dans les fautes de la révolution : en 1848, en 1859, il n'y avait pas eu de révolution, et le carlisme se souleva cependant. Les origines véritables sont trop connues pour en chercher de secondaires.

Il n'entre pas dans notre plan de raconter tous les faits de la guerre carliste. Une légère esquisse suffira, qui nous permettra d'en tirer quelques conséquences et de présenter en même temps à nos lecteurs de nouveaux personnages, qui n'ont pu trouver place jusqu'ici dans cette revue de l'Espagne contemporaine.

En 1869, sous la régence de Serrano, le général Prim avait étouffé en quelques semaines, avec des forces relativement faibles, par des marches rapides et des combinaisons stratégiques très-remarquables, le premier soulèvement des carlistes. Cet échec les découragea ; ils continuèrent en secret leur propagande, mais le gouvernement fit échouer tous leurs plans jusqu'en 1872. C'est de cette année que date la dernière guerre dont nous allons parler.

Les provinces basques ont, jusqu'en 1877, joui de privilèges (*fueros*), en vertu desquels elles ne fournissaient au gouvernement central que des contributions volontaires et n'étaient point soumises au recrutement ; le roi d'Espagne n'était que leur seigneur. Ces provinces, constituées en une sorte de république et dont les habitants ni la langue n'avaient aucun point de ressemblance avec ceux du reste de la Péninsule, en diffèrent aussi par les croyances et l'éducation. C'est là principalement que le carlisme a pris racine, en exploitant la grossière ignorance des paysans et par une propagande

effrénée contre toutes les institutions libérales. La topographie de ces provinces se prête merveilleusement à la résistance : une poignée d'hommes résolus peut y tenir en échec pendant plusieurs mois une armée régulière. En outre, elles disposent d'une vaste étendue de côtes, de communications faciles avec la France, ce qui facilite le débarquement ou l'introduction de la contrebande de guerre ; les longues chaînes de montagnes, d'un accès presque impraticable à des étrangers, offrent de nombreuses commodités aux gens du pays pour couper les communications de l'armée qui les poursuit. Ces raisons suffisent à faire comprendre pourquoi une guerre, même localisée, dans ces provinces, peut se prolonger longtemps, d'autant plus que les troupes ne trouvent que des ennemis dans les femmes, les vieillards et les enfants, qui se tiennent dans les villages ou dans les fermes, pendant que tous les hommes valides prennent les armes pour défendre l'absolutisme, qu'ils supposent être la meilleure garantie de leurs privilèges.

Ce n'est pas seulement dans les provinces basques que le carlisme a fait des prosélytes : la Navarre lui a de tout temps fourni les plus braves bataillons ; la Catalogne a toujours été un centre de recrutement pour former des colonnes mobiles ; Valence, l'Aragon et une partie des deux Castilles favorisent aussi la même cause. Toutefois, le commencement